

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 16 JUIN 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15</b>		
<b>QUORUM : 8</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 25/348</b>		
<b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 60 000 € A L'ASSOCIATION LIGUE VAROISE DE PREVENTION (LVP) - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/348**

**BUREAU DU 16 JUIN 2025**

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT  
DE 60 000 € A L'ASSOCIATION LIGUE VAROISE DE  
PREVENTION (LVP) - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 4 juin 2025,

**VU** le projet de convention d'objectifs ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Ligue Varoise de Prévention Spécialisée (LVP) a pour objet la mise en œuvre auprès d'un public jeune (enfants, adolescents) en situation de danger moral ou physique, des actions de prévention éducatives et sociales, en lien étroit avec les milieux de vie, en partenariat avec les politiques publiques, en synergie notamment avec les initiatives locales associatives,

**CONSIDERANT** que la LVP a également pour objectif de promouvoir la création de nouvelles équipes de prévention spécialisée, de nouveaux services et programmes sociaux, partout où le besoin se fera ressentir, et à entreprendre toutes les actions qui lui paraîtront utiles comme relevant de la prévention de la lutte contre les exclusions sociales et économiques,

**CONSIDERANT** que la demande de subvention de l'association LVP a pour objet le renforcement et le soutien aux équipes de prévention spécialisée (équipes de jour) des communes de Toulon, La Valette-du-Var et Ollioules intervenant dans le cadre de la médiation sociale et tranquillité publique sur les communes de Toulon et Ollioules,

**CONSIDERANT** que l'action de prévention spécialisée s'articule avec une démarche d'insertion et d'accompagnement liée à l'insertion professionnelle, l'accès au logement et à la santé,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de la compétence de la Métropole en matière de politique de la ville, il est proposé de soutenir les actions de l'association LVP en lui attribuant une subvention d'un montant de 60 000 euros au titre de l'année 2025,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ATTRIBUER** à l'association Ligue Varoise de Prévention Spécialisée (LVP) une subvention de 60 000 euros (soixante mille euros) au titre de l'année 2025.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs ci-annexée avec l'association Ligue Varoise de Prévention (LVP).

### **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à prendre tout acte et à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

### **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits seront prélevés sur l'opération N°5262, article N°65748 du Budget Principal 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

## **Contrat d'Engagement Républicain**

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) **Bernard SALLES**

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

**Ligue Varoise de Prévention**

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , **27/11/2024**

à **Toulon**

Lu et approuvé, bon pour engagement,

*Lu et approuvé, bon pour engagement*

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Bernard SALLES,

Signature



**LIGUE VAROISE DE PREVENTION**

68, Avenue Victor Agostini

83000 TOULON

Tél : 04 94 09 10 00 - Fax : 04 94 89 32 89



**/CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE ET LA LIGUE VAROISE DE PREVENTION (LVP)**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° / en date du

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et**

- L'association **La Ligue Varoise de Prévention (LVP)**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège 68, avenue Victor Agostini, 83000 TOULON représentée par **Monsieur Bernard SALLES** dûment habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

**Ci-Après désigné « L'Association Ligue Varoise de Prévention »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

La Ligue Varoise de Prévention (L.V.P) met en œuvre auprès d'un public jeune (enfants, adolescents) en situation de danger moral ou physique, des actions de prévention éducatives et sociales, en lien étroit avec les milieux de vie, en partenariat avec les politiques publiques, en synergie notamment avec les initiatives locales associatives, et celles des secteurs divers de la FOL.

La LVP a également pour objectif de promouvoir la création de nouvelles équipes de prévention spécialisée, de nouveaux services et programmes sociaux, partout où le besoin se fera ressentir, et à entreprendre toutes les actions qui lui paraîtront utiles comme relevant de la prévention de la lutte contre les exclusions sociales et économiques.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence prévention, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de la prévention et de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à l'amélioration du climat social par une prise en charge des personnes présentant des difficultés pouvant altérer la tranquillité publique.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de prévention spécialisée et de médiation sociale de la LVP intervenant sur plusieurs communes de Toulon Provence Méditerranée, et en particulier à soutenir ses équipes de prévention spécialisée.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La LVP s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

La LVP s'engage à participer activement au renforcement des dispositifs territoriaux tels que le contrat de ville, les conseils citoyens et tables de quartiers, la Gestion Urbaine et Sociale de proximité, à travers une coordination renforcée avec le service Cohésion Sociale et Territoriale de la Métropole.

La LVP s'engage à établir un bilan local annuel détaillé, répondant aux critères définis dans l'annexe I de cette convention.

La LVP s'engage à participer aux comités opérationnels et de suivi, pilotés par la Métropole, dès lors qu'elle y sera invitée.

### **Descriptif des actions de la LVP :**

#### **- Prévention spécialisée :**

A partir d'équipes d'éducateurs spécialisés de jour implantées sur les communes de Toulon, La Valette et Ollioules, la LVP intervient auprès des jeunes et leurs familles avec des axes prioritaires tels que : le renforcement du partenariat médico-social (notamment en lien avec les acteurs de la Protection de l'Enfance) pour rompre l'isolement des foyers en difficulté, la consolidation des interventions autour et avec les Collèges (repérage et accompagnement des adolescents), ainsi qu'avec les écoles primaires (suivis individuels et mise en place d'ateliers thématiques en direction des enfants).

Le second objectif est d'améliorer le climat social par un traitement des situations et une prise en charge des personnes inscrites dans des dysfonctionnements sociaux pouvant altérer la tranquillité publique.

**Durée de l'action :** annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.



### ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

### ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association Ligue Varoise de Prévention à hauteur de 60 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

### ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 60 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes en un seul versement à réception de la convention signée.

Est attendue la remise des pièces justificatives suivantes en fin d'exercice :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs. Ces indicateurs devront être **renseignés sur la base des éléments définis en annexe I** de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation et à participer à des instances de suivi ou de concertation s'il y a lieu.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit, assortis du bilan qualitatif et quantitatif de l'année échue.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.



Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees-personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees-personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

L'Association de

Ligue Varoise de Prévention

La Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

**Bernard SALLES**

Le Président,

**Jean-Pierre GIRAN**

## ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

Projet : Prévention Spécialisée

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
1 796 257 €	60 000 €	488 518 €

a) Objectif(s) :

- interventions autour des axes prioritaires tels que : le renforcement du partenariat médico-social pour rompre l'isolement des foyers en difficulté, la consolidation des interventions autour et avec les Collèges, ainsi qu'avec les écoles primaires.

- amélioration du climat social par un traitement des situations et une prise en charge des personnes inscrites dans des dysfonctionnements sociaux pouvant altérer la tranquillité publique.

b) Indicateurs :

1. Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
- Nombre de bénéficiaires dont ceux issus de QPV

2. Indicateurs qualitatifs :

- Enjeux et perspectives pour l'année de demande de subvention
- Réalisations pour l'année échue

3. Diagnostic local annuel :

- Bassin géographique concerné et « zonage » spécifique :
- État du territoire, quartier, équipements structurants et socioculturels de quartiers, présence de services publics et/ou associatifs, existence de conseils ou comités de quartiers :
- Difficultés identifiées rencontrées par les jeunes (logement, santé, emploi, insertion, éducation et scolarisation, formation professionnelle, animation culturelle et sportive, transports, etc.) en lien avec le livret technique de suivi et de pilotage qualitatif et quantitatif de la prévention spécialisée
- Relations partenariales et modes de collaboration :
- moyens de financement :
- Lieux où la prévention spécialisée est présente
- Mode d'intervention de la prévention spécialisée mise en œuvre auprès des jeunes en lien avec le livret technique de suivi et de pilotage qualitatif et quantitatif de la prévention spécialisée



- Outils complémentaires à la prévention spécialisé mobilisés :
- Modalités d'évaluations des partenariats :
- points forts / points d'amélioration :

c) Public(s) visé(s) : jeunes et leurs familles.

d) Localisation : Toulon, La Valette du Var et Ollioules

e) Moyens mis en œuvre : équipes d'éducateurs spécialisés de jour implantées sur les communes.

## ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

Dépenses prévisionnelles 2025		Recettes prévisionnelles 2025	
1 796 257,00 €		1 796 257,00 €	
Achats	21 370 €	Dotations & produits de tarif.	1 307 739,00 €
Services Extérieurs	56 469 €		
Autres services extérieurs	45 027 €	Subventions d'exploitation :	488 518,00 €
Impôt et taxes	4 310 €	<i>Etat (FIPD-DDETS)</i>	13 000,00 €
Rémun. Personnel	1 345 865 €	<i>Conseil Régional</i>	124 061,00 €
Autres charges de gestion courante	308 212 €	<i>Communes</i>	291 457,00 €
Dotation Amortissements	15 004 €	<b>M.TPM</b>	<b>60 000 €</b>